

- 723 / 3 - 88 / 89

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1988-1989

17 MARS 1989

PROJET DE LOI

**ouvrant des crédits provisoires pour
les mois d'avril, mai et juin de l'année
budgétaire 1989**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES FINANCES

PAR
MME DUROI-VANHELMONT

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné ce projet de loi le
mardi 14 mars 1989.

**Ce projet de loi a été examiné en réunion publique de
commission.**

(1) Composition de la Commission :
Président : M. J. Michel.

A. — Titulaires :
C.V.P. MM. Cauwenberghs, De Roo,
Moors, Olivier (M.), Van
Rompuy.
P.S. MM. Collart, Daerden, De-
fosset, Di Rupo, Dufour.
S.P. Mme Duroi-Vanhelmont,
MM. Temmerman, Vanden-
broucke, Willockx.
P.V.V. MM. Bril, Daems, Verhof-
stadt.
P.R.L. MM. de Donnée, Kubla.
P.S.C. MM. Léonard, Michel (J.).
V.U. M. Loones.
Ecolo/ M. De Vlieghere.
Agalev

B. — Suppléants :
MM. Ansoms, Eyskens, Mmes Keste-
lyn-Sierens, Merckx-Van Goey, MM.
Van Hecke, Van Rompaey.
Mlle Burgeon (C.), MM. Denison,
Gilles, Mayeur, Tasset, Van Crom-
bruggen.
MM. Bartholomeeussen, Bossuyt,
Laridon, Mme Lefebvre, M. Peuskens.
MM. Cortois, Denys, Verberckmoes,
Vermeiren.
MM. Defraigne, Ducarme, Gol.
MM. Beaufays, Jérôme, Laurent.
MM. Vanhorenbeek, Vervaeke.
M. Simons, Mme Vogels.

Voir :

- 723 - 88 / 89 :
— N° 1 : Projet de loi.
— N° 2 : Amendements.

- 723 / 3 - 88 / 89

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1988-1989

17 MAART 1989

WETSONTWERP

**waarbij voorlopige kredieten worden
geopend voor de maanden april, mei
en juni van het begrotingsjaar 1989**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE FINANCIËN

UITGEBRACHT DOOR
MEVR. DUROI-VANHELMONT

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft op dinsdag 14 maart 1989 het
voorliggende wetsontwerp besproken.

**Dit wetsontwerp werd besproken in openbare commissie-
vergadering.**

(1) Samenstelling van de Commissie :
Voorzitter : de heer J. Michel.

A. — Vaste leden :
C.V.P. HH. Cauwenberghs, De Roo,
Moors, Olivier (M.), Van
Rompuy.
P.S. HH. Collart, Daerden, Defos-
set, Di Rupo, Dufour.
S.P. Mevr. Duroi-Vanhelmont,
HH. Temmerman, Vanden-
broucke, Willockx.
P.V.V. HH. Bril, Daems, Ver-
hofstadt.
P.R.L. HH. de Donnée, Kubla.
P.S.C. HH. Léonard, Michel (J.).
V.U. H. Loones.
Ecolo/ H. De Vlieghere.
Agalev

B. — Plaatsvervangers :
HH. Ansoms, Eyskens, Mevr. Keste-
lyn-Sierens, Merckx-Van Goey,
HH. Van Hecke, Van Rompaey.
Mej. Burgeon (C.), HH. Denison,
Gilles, Mayeur, Tasset, Van Crom-
bruggen.
HH. Bartholomeeussen, Bossuyt,
Laridon, Mme Lefebvre, M. Peuskens.
HH. Cortois, Denys, Verberckmoes,
Vermeiren.
HH. Defraigne, Ducarme, Gol.
HH. Beaufays, Jérôme, Laurent.
HH. Vanhorenbeek, Vervaeke.
H. Simons, Mevr. Vogels.

Zie :

- 723 - 88 / 89 :
— N° 1 : Wetsontwerp.
— N° 2 : Amendementen.

I. — DISCUSSION GENERALE

Le président commence par donner lecture de la lettre qui lui a été adressée par le président de la Chambre :

« Monsieur le Président,

Ce mardi 14 mars 1989, la Commission des Finances examinera le projet de loi ouvrant des crédits provisoires pour les mois d'avril, mai et juin de l'année budgétaire 1989 (Doc. n° 723-1-88/89).

Vous savez l'importance que j'accorde à ce que les budgets de dépenses pour 1989 soient déposés très rapidement à la Chambre, sans quoi le contrôle parlementaire sera totalement illusoire sur l'année 89...

Or, le Gouvernement est actuellement en conclave budgétaire et de là viendra plus que probablement une adaptation des budgets de dépenses aux données nouvelles que le Gouvernement est en train de discuter.

Et le Gouvernement aura beau jeu de demander au Parlement d'attendre les résultats du contrôle budgétaire avant d'introduire les budgets de dépenses 1989 de la même façon qu'il s'est retranché derrière le vote de la loi de financement des Communautés et Régions.

Par conséquent, si nous votons maintenant les crédits provisoires, à concurrence de 3/12^{èmes}, nous donnons toute latitude au Gouvernement de déposer les budgets en mai ou même en juin, ce qui veut dire que ceux-ci risquent de ne pas être votés avant octobre ou novembre.

Il me semble qu'il faudrait obtenir du Gouvernement un engagement formel sur la date du dépôt des budgets de dépenses avant de voter ces crédits provisoires.

Si l'n'y avait pas d'engagement satisfaisant du Gouvernement, on pourrait envisager de ne pas donner trois mois de crédits provisoires, mais seulement un mois pour l'obliger à se mettre en ordre de toute urgence. Si un amendement était déposé en ce sens, la Cour des Comptes pourrait être chargée de vérifier les aspects techniques en ce sens.

Puis-je vous demander, Monsieur le Président, de réfléchir à ce sujet. Ne convient-il pas de globaliser les différents projets en discussion ? Je reste à votre entière disposition et suis prêt à en discuter à l'occasion de la réunion de la Commission du Budget.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes sentiments distingués.

Ch.-F. NOTHOMB »

I. — ALGEMENE BESPREKING

De Voorzitter geeft in de eerste plaats lezing van de brief die hem door de Kamervoorzitter werd toegezonden :

« Geachte heer Voorzitter,

Op dinsdag 14 maart 1989 zal de Commissie voor de Financiën het wetsontwerp bespreken waarbij voorlopige kredieten worden geopend voor de maanden april, mei en juni van het begrotingsjaar 1989 (Stuk n° 723/1-88/89).

U weet hoeveel belang ik hecht aan de snelle indiening van de uitgavenbegrotingen voor 1989 bij de Kamer. Indien dat niet gebeurt, zal het Parlement immers geen enkele controle kunnen uitoefenen op de begrotingen voor 1989...

Op dit ogenblik houdt de Regering een begrotingsconclaf. Bijgevolg zullen de uitgavenbegrotingen zo goed als zeker worden aangepast aan de nieuwe gegevens die momenteel door de Regering worden besproken.

Net zoals gebeurd is naar aanleiding van de goedkeuring van de wet betreffende de financiering van de Gemeenschappen en Gewesten, zal de Regering gemakkelijk spel hebben om het Parlement te vragen dat op de resultaten van de begrotingscontrole zou worden gewacht om de uitgavenbegrotingen voor 1989 in te dienen.

Indien wij nu voorlopige kredieten ten belope van 3/12^{den} goedkeuren, geven wij de Regering bijgevolg de vrije hand om de begrotingen in mei of zelfs in juni in te dienen, zodat het gevaar bestaat dat ze niet worden goedgekeurd vóór oktober of november.

Ik ben van mening dat de voorlopige kredieten niet mogen worden goedgekeurd alvorens de Regering zich er formeel heeft toe verbonden om de uitgavenbegrotingen op een welbepaalde dag in te dienen.

Is de Regering niet bereid om die voldoende duidelijke verbintenis aan te gaan, dan zou het wenselijk zijn de voorlopige kredieten niet voor drie maar slechts voor één maand goed te keuren, teneinde de Regering te verplichten zonder verwijl orde op zaken te stellen. Indien in die zin een amendement wordt ingediend, kan het Rekenhof worden belast met het onderzoek van de technische aspecten ervan.

Mag ik u vragen, Geachte heer Voorzitter, deze beschouwingen in overweging te willen nemen ? Zou het niet gepast zijn de diverse ontwerpen die momenteel worden besproken onder één gemeenschappelijke noemer te brengen ? Ik sta volledig tot uw beschikking en ben bereid deze zaak te bespreken tijdens de vergadering van de Commissie voor de Begroting.

Met de meeste hoogachting,

Ch.-F. NOTHOMB »

Le président fait observer que les membres de la Commission des Finances ne reçoivent que trop souvent copie de décisions du Conseil des ministres autorisant de nouvelles dépenses en vertu de l'article 24 de la loi du 28 juin 1963, ce qui porte gravement atteinte à la prérogative dont jouissent les Chambres en matière d'approbation des budgets.

Le Président insiste pour que les budgets de dépenses soient déposés dès que possible et demande au Gouvernement de prendre un engagement formel à cet égard.

Le Ministre des Finances prie la Commission d'excuser le Ministre du Budget, qui participe à une réunion européenne, et déclare que le Gouvernement n'a nullement l'intention d'attendre les résultats du contrôle budgétaire. Des feuillets d'ajustement seront déposés pour procéder aux ajustements de crédits qui en découleront.

Le Ministre explique ensuite que la vérification des budgets par l'Administration du Budget prend plus de temps cette année par suite de l'entrée en vigueur de la loi de financement. De plus, l'impression des budgets entraîne aussi une sérieuse perte de temps.

Le Ministre fournit ensuite deux documents relatifs à l'état d'avancement des travaux budgétaires (voir annexes I et II).

Il ressort de ces documents que les travaux ont déjà bien progressé pour certains budgets. C'est au niveau de l'examen des budgets de dépenses, qui doivent être adaptés par suite de la réforme de l'Etat, que l'on enregistre le retard le plus important.

Le Ministre des Finances précise toutefois que tous les budgets pour 1989 seront transmis aux Chambres législatives entre le 15 avril et le 1^{er} mai 1989 au plus tard.

M. de Donnée partage l'inquiétude du président de la Chambre.

Il est inadmissible que le Parlement n'ait pas encore pu examiner les budgets pour 1989. Si les Chambres ne peuvent adopter les budgets avant fin juin de cette année, on risque de devoir accorder des crédits provisoires pour toute l'année 1989.

L'intervenant estime qu'il faut faire pression sur le Gouvernement pour qu'il dépose les budgets dans les plus brefs délais et propose dès lors de n'accorder des crédits provisoires que pour avril et mai.

Bien qu'il déplore ce retard, *M. Van Rompuy* fait observer que ce phénomène n'est pas nouveau.

Il espère que la nouvelle procédure budgétaire, qui vient d'être adoptée par la Commission du Budget, sera bénéfique à cet égard.

S'il comprend les difficultés engendrées par la loi de financement, l'intervenant estime toutefois que tous les budgets doivent être distribués au plus tard le 1^{er} mai 1989, de sorte que la Chambre puisse entamer

De Voorzitter merkt op dat de leden van de Commissie voor de Financiën maar al te dikwijls afschriften ontvangen van beslissingen van de Ministerraad waarbij krachtens artikel 24 van de wet van 28 juni 1963 nieuwe uitgaven worden toegestaan. Dit betekent een ernstige aantasting van het aan de Kamers toegekende prerogatief om de begrotingen goed te keuren.

De Voorzitter is van oordeel dat de uitgavenbegrotingen zo spoedig mogelijk moeten worden ingediend en wenst hieromtrent van de Regering een formele toezegging.

De Minister van Financiën vraagt de commissie de Minister van Begroting, die momenteel deelneemt aan een Europese vergadering te willen verontschuldigen. Hij deelt vervolgens mee dat de Regering geenszins de bedoeling heeft om te wachten op de resultaten van de begrotingscontrole. Voor de kredietaanpassingen die hierdoor noodzakelijk zullen zijn, zullen bijbladen worden ingediend.

De Minister legt vervolgens uit dat de verificatie van de begrotingen door het Bestuur van de Begroting dit jaar meer tijd in beslag neemt ingevolge het van kracht worden van de financieringswet. Bovendien gaat ook heel wat tijd verloren bij het drukken van de begrotingen.

De Minister verstrekt vervolgens twee documenten in verband met de toestand van de begrotingswerkzaamheden (zie bijlagen I en II).

Hieruit blijkt dat voor sommige begrotingen de werkzaamheden al vrij ver gevorderd zijn. De grootste vertraging doet zich voor bij het onderzoek van de uitgavenbegrotingen die ingevolge de staatshervorming moeten worden aangepast.

De Minister van Financiën deelt evenwel mee dat alle begrotingen voor 1989 ten laatste tussen 15 april en 1 mei 1989 bij de Wetgevende Kamers zullen worden ingediend.

De heer De Donnée deelt de bezorgdheid van de Kamervoorzitter.

Het is onverantwoord dat het Parlement de begrotingen voor 1989 nog niet heeft kunnen onderzoeken. Indien de Kamer vóór einde juni 1989 de begrotingen niet zal kunnen goedkeuren, bestaat het gevaar dat er voor het ganse jaar 1989 voorlopige kredieten moeten worden toegekend.

Spreker meent dat de Regering onder druk moet worden gezet om de begrotingen zo snel mogelijk in te dienen en stelt derhalve voor om slechts voorlopige kredieten toe te kennen voor de maanden april en mei 1989.

Alhoewel hij deze vertraging betreurt, merkt *de heer Van Rompuy* op dat dit zeker geen nieuw fenomeen is.

Hij hoopt dat hierin verandering kan komen dank zij de nieuwe begrotingsprocedure die zopas door de Commissie voor de Begroting werd goedgekeurd.

Hij heeft begrip voor de door de financieringswet veroorzaakte moeilijkheden. Spreker is evenwel van oordeel dat alle begrotingen ten laatste tegen 1 mei 1989 moeten zijn rondgedeeld en dat de Kamer in de

l'examen de certains budgets dès la deuxième moitié du mois d'avril. Tous les budgets doivent d'ailleurs être adoptés par les deux Chambres avant les vacances parlementaires. On ne résout pas le problème en signalant que le budget est à l'impression, la Commission doit disposer effectivement des documents imprimés.

Le président, M. J. Michel reconnaît qu'un retard analogue a été enregistré en 1986, mais estime qu'il faut néanmoins tout mettre en œuvre pour que cette situation ne se reproduise pas.

Il prend acte de la promesse du Ministre des Finances selon laquelle tous les budgets seront déposés au plus tard le 1^{er} mai 1989.

Il faut également veiller à ce que leur impression ne puisse entraîner un retard supplémentaire.

M. Defosset estime que l'opposition ne doit pas lui faire la morale. Au cours de la législature précédente, les budgets ont été déposés avec un retard considérable. S'il est vrai que la loi de financement a pu poser des problèmes à certains départements, cette circonstance atténuante n'a pu être invoquée par le gouvernement précédent.

Le fait que le Gouvernement ait collaboré de manière positive à l'examen des propositions de révision de la procédure budgétaire prouve d'ailleurs que le Gouvernement a lui aussi la volonté de changer cette situation.

L'intervenant souscrit ensuite aux observations de M. Van Rompuy et souligne qu'il ne pourra plus être question de crédits provisoires pour la seconde moitié de 1989. *M. Defosset* déclare au nom de son groupe qu'il interpellera le Gouvernement s'il ne respecte pas son engagement.

M. Daems espère que dans cette éventualité la majorité ne déposera pas un ordre du jour pur et simple pour éluder le vote d'un ordre du jour motivé.

M. De Vlieghe estime que l'argument selon lequel l'entrée en vigueur de la loi de financement a posé des problèmes peut être invoqué pour certains budgets, mais ne vaut pas pour les autres départements.

L'engagement pris par le Gouvernement de déposer tous les budgets de dépenses pour la fin du mois d'avril 1989 ne suffit pas.

L'intervenant insiste pour que les mécanismes prévus dans la nouvelle procédure budgétaire soient appliqués dès à présent aux budgets qui ne sont pas concernés par la réforme de l'Etat. Cela implique que, pour ces budgets, des crédits provisoires ne soient ouverts que pour le mois d'avril et qu'il ne puisse pas, en ce qui concerne ces mêmes budgets, être procédé à des engagements sur les crédits dissociés.

Mme Duroi-Vanhelmont estime que le fait que l'ensemble des membres de la Commission des Finances ont collaboré de façon constructive à l'examen des propositions de loi visant à modifier la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la

deuxième helft van april al het onderzoek van sommige begrotingen moet kunnen aanvatten. Alle begrotingen moeten trouwens vóór het zomerreces door beide Kamers worden goedgekeurd. De mededeling dat een begroting in druk is, lost het probleem niet op. De Commissie moet effectief over de gedrukte stukken kunnen beschikken.

De Voorzitter, de heer J. Michel, erkent dat zich in 1986 een gelijkaardige vertraging voerde. Alles moet evenwel in het werk worden gesteld om een herhaling van die toestand te vermijden.

Hij neemt akte van de toezegging van de Minister van Financiën dat alle begrotingen ten laatste tegen 1 mei 1989 zullen worden ingediend.

Er moet tevens voorzorg worden genomen dat het drukken geen supplementaire vertraging kan veroorzaken.

De heer Defosset is van mening dat de oppositie hem niet de les moet lezen. Tijdens de vorige legislatuur was de vertraging bij het indienen van de begrotingen enorm. Voor sommige departementen kan de financieringswet moeilijkheden hebben opgeleverd. Deze verzachtende omstandigheid kon door de vorige Regering niet worden ingeroepen.

De positieve medewerking van de Regering bij de bespreking van de voorstellen tot herziening van de begrotingsprocedure toont trouwens aan dat ook bij de Regering de wil bestaat om die toestand te veranderen.

Hij sluit zich voorts aan bij de opmerkingen van de heer Van Rompuy en merkt op dat geen sprake meer kan zijn van nieuwe voorlopige kredieten voor de tweede helft van 1989. *De heer Defosset* deelt namens zijn fractie mee dat hij de Regering zal interpellieren indien zij haar verbintenis niet nakomt.

De heer Daems hoopt dat de meerderheid in dat geval zijn toevlucht niet zal nemen tot het indienen van een eenvoudige motie om de stemming van een gemotiveerde motie uit de weg te gaan.

Het argument dat de financieringswet voor problemen heeft gezorgd, kan volgens *de heer De Vlieghe* wel voor sommige begrotingen worden ingeroepen maar geldt niet voor de andere departementen.

De verbintenis van de Regering om alle uitgavenbegrotingen tegen einde april 1989 in te dienen volstaat niet.

Spreker pleit ervoor om, voor de begrotingen die niet geraakt worden door de staatshervorming, de in de nieuwe begrotingsprocedure ingebouwde mechanismen nu al toe te passen. Dat houdt in dat van die begrotingen de voorlopige kredieten slechts voor de maand april worden geopend en dat er geen vastleggingen mogen worden aangegaan op gesplitste kredieten.

Dat alle leden van de Commissie voor de Financiën naar een orthodoxe begrotingssituatie willen terugkeren wordt volgens *Mevrouw Duroi-Vanhelmont* aangetoond door de constructieve medewerking van alle commissieleden aan de bespreking van de wetsvoor-

comptabilité de l'Etat prouve que tous ont le souci de revenir à l'orthodoxie budgétaire.

Mme Duroi-Vanhelmont estime en outre que la plupart des projets de budget devraient être déposés pour le 15 avril au plus tard. Ce délai pourrait être prolongé jusqu'au 30 avril pour les budgets qui ont dû faire l'objet de profonds remaniements à la suite de l'entrée en vigueur de la loi de financement.

M. Daems estime que la loi de financement n'explique qu'en partie le dépôt tardif des budgets.

Il se demande d'ailleurs ce qui se passera si le Gouvernement ne dépose pas tous les budgets pour fin avril, comme il s'y était engagé.

Il se rallie ensuite à la proposition de M. De Vlieghe visant à n'accorder des crédits provisoires, pour certains budgets, qu'à concurrence d'un douzième et à ne pas accorder d'engagements portant sur des crédits dissociés.

Ce serait d'ailleurs l'attitude la plus logique, eu égard à la nouvelle procédure budgétaire.

M. M. Olivier demande combien de temps s'écoule entre le moment où un budget de dépenses est transmis au Ministre du Budget et la date de son dépôt au Parlement.

L'intervenant est convaincu que certains budgets sont transmis relativement tôt au Ministre du Budget.

Le Ministre des Finances estime qu'il est pratiquement impossible de répondre à cette question. A partir de quel moment faut-il considérer qu'un budget a effectivement été transmis ? Souvent, certains documents manquants ne sont transmis qu'ultérieurement. On peut toutefois observer que certains départements déposent toujours leur budget plus rapidement que d'autres. Cette constatation vaut par exemple pour les budgets des départements sociaux. Le ministre concerné n'est pas en cause, cela tient plutôt à des mécanismes administratifs.

M. Willockx fait observer que l'efficacité de tout système budgétaire dépend du respect des dispositions légales qui le régissent. Il n'aurait sans doute pas été nécessaire d'élaborer une nouvelle procédure budgétaire si la loi du 28 juin 1963 avait été appliquée correctement. Avant de mettre en œuvre cette nouvelle procédure, il faut dès lors s'assurer que le Gouvernement pourra respecter les délais impartis.

L'intervenant fait observer qu'une « opération de rattrapage » est en cours après la période au cours de laquelle le précédent Ministre du Budget avait laissé aller les choses.

M. Willockx demande qu'il soit tenu compte de cet élément.

stellen tot wijziging van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit.

Mevrouw Duroi is voorts van mening dat de meeste begrotingsontwerpen ten laatste tegen 15 april moeten zijn ingediend. Enkel voor de begrotingen die door de financieringswet grondig moesten worden aangepast kan deze termijn tot 30 april worden verlengd.

Volgens de heer Daems kan de vertraging bij het indienen van de begrotingen slechts gedeeltelijk door de financieringswet worden verklaard.

Hij vraagt zich trouwens af wat er zal gebeuren indien de Regering zich niet houdt aan haar verbintenissen om alle begrotingen tegen einde april in te dienen.

Hij sluit zich vervolgens aan bij het voorstel van de heer De Vlieghe om voor sommige begrotingen de voorlopige kredieten slechts ten belope van één twaalfde toe te kennen en geen vastleggingen op gesplitste kredieten toe te staan.

In het licht van de nieuwe begrotingsprocedure is dat trouwens de meest logische en consequente houding.

De heer M. Olivier wenst te vernemen hoeveel tijd er verstrijkt tussen het tijdstip waarop een uitgavenbegroting aan de Minister van Begroting wordt overgezonden en de datum waarop die begroting bij de Kamers wordt ingediend.

Spreker is er van overtuigd dat bepaalde begrotingen al vrij vroeg aan de Minister van Begroting worden overhandigd.

Volgens de Minister van Financiën is een antwoord op die vraag vrijwel onmogelijk. Want wanneer is een begroting overgezonden ? In veel gevallen ontbreken er bij de initiële indiening een aantal documenten die pas later worden overgezonden. Wat wel kan worden opgemerkt is dat sommige departementen hun begroting altijd vroeger indienen dan andere. Die vaststelling geldt bijvoorbeeld voor de begrotingen van de sociale departementen. Dat heeft niets te maken met de betrokken Minister maar moet eerder aan de administratieve mechanismen worden toegeschreven.

De heer Willockx merkt op dat elk begrotingssysteem staat of valt met het respecteren van de wettelijke bepalingen ervan. Een nieuwe begrotingsprocedure zou wellicht niet nodig zijn geweest, indien de wet van 28 juni 1963 correct zou zijn nageleefd. Vooral de nieuwe begrotingsprocedure wordt ingevoerd, moet men er dus ook van overtuigd zijn dat de opgelegde termijnen door de Regering kunnen worden gerespecteerd.

Spreker merkt op dat er — nadat door de vorige Minister van Begroting de zaken op hun beloop werden gelaten — een inhaaloperatie aan de gang is.

De heer Willockx vraagt hiermee rekening te willen houden.

II. — DISCUSSION DES ARTICLES

Article 1^{er}

MM. Kubla et de Donnée présentent un amendement (n° 3) visant à supprimer le mot « juin » au § 1^{er}, premier alinéa.

L'octroi de crédits provisoires pour deux mois au lieu de trois devrait inciter le Gouvernement à déposer sans délai les budgets de dépenses.

L'amendement n° 6 en ordre subsidiaire de MM. de Donnée et Daems tend à n'ouvrir des crédits provisoires, pour les budgets suivants, que pour les mois d'avril et de mai 1989, et pas pour le mois de juin : Dotations, Services du Premier Ministre, Justice, Affaires étrangères, Coopération au Développement, Défense nationale, Gendarmerie, Agriculture, PTT, Prévoyance sociale et Santé publique.

Etant donné que la loi de financement n'a aucune incidence sur ces budgets, aucun argument valable ne peut justifier leur dépôt tardif.

L'amendement n° 4 de MM. De Vlieghere et Daems vise à n'accorder des crédits provisoires que pour avril 1989 pour les budgets qui n'ont pas été affectés par la réforme de l'Etat et à interdire tout engagement portant sur des crédits dissociés.

Il convient dès lors d'adapter en conséquence les montants qui figurent dans le tableau de la loi.

L'amendement n° 1 du Gouvernement tend à ajouter un § 5 prévoyant un crédit de 87,9 millions de F pour l'organisation de l'élection du Parlement européen et du Conseil de Bruxelles-Capitale et en prévision de nouvelles élections éventuelles.

Considérant que 9 500 000 francs ont déjà été accordés par la loi du 29 décembre 1988 ouvrant des crédits provisoires pour les mois de janvier, février et mars de l'année budgétaire 1989, et que le projet initial pour le deuxième trimestre prévoit également 9 500 000 francs, soit au total la moitié du crédit de 38,0 millions de francs voté à l'article 12.25 du budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique de l'année 1988, un complément de 68,9 millions de francs doit encore s'ajouter afin de permettre les dépenses à concurrence de 87,9 millions de francs nécessaires pour les élections mentionnées ci-avant.

Il convient dès lors d'augmenter de 68,9 millions de francs le montant des crédits non dissociés figurant dans le tableau du § 1^{er}, ce qui porte le montant des dépenses courantes de 344 969 948 F à 345 038 848 F et le total de 371 332 940 F à 371 401 840 F.

Par suite de cette modification, *le Gouvernement présente un amendement n° 2* tendant à adapter comme suit le tableau de la loi : au titre 1^{er}, le crédit de

II. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Artikel 1

De heren Kubla en de Donnée dienen een amendement n° 3 in, ertoe strekkend in artikel 1, § 1, eerste lid, het woord « juni » weg te laten.

De toekenning van voorlopige kredieten voor twee in plaats van voor drie maanden moet de Regering ertoe aanzetten de uitgavenbegrotingen zonder verwijl in te dienen.

Het amendement n° 6 in bijkomende orde van de heren de Donnée en Daems strekt ertoe voor de hiernavermelde begrotingen voorlopige kredieten te openen voor de maanden april en mei 1989 in plaats van voor de maanden april, mei en juni 1989 : Dotaties, Diensten van de Eerste Minister, Justitie, Buitenlandse Zaken, Ontwikkelingssamenwerking, Landsverdediging, Rijkswacht, Landbouw, PTT, Sociale Voorzorg en Volksgezondheid.

Aangezien de financieringswet geen enkele impact heeft op die begrotingen, kan voor de laattijdige indiening ervan geen enkel geldig argument worden ingeroepen.

Het amendement n° 4 van de heren De Vlieghere en Daems strekt ertoe om voor de begrotingen die niet beïnvloed werden door de staats hervorming enkel voorlopige kredieten toe te kennen voor april 1989 en geen vastleggingen te laten geschieden op gesplitste kredieten.

De in de wetstabel opgenomen kredietbedragen moeten diensgevolg worden aangepast.

Het amendement n° 1 van de Regering strekt ertoe een § 5 toe te voegen teneinde een krediet van 87,9 miljoen F uit te trekken voor de organisatie van de verkiezingen van het Europese Parlement, van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en van mogelijke hervormingen.

Overwegende dat reeds 9 500 000 frank toegestaan werd bij wet van 29 december 1988 waarbij voorlopige kredieten werden geopend voor de maanden januari, februari en maart van het begrotingsjaar 1989, en overwegende dat in het initiële ontwerp voor het tweede trimester eveneens 9 500 000 frank wordt ingeschreven, of in het totaal de helft van het krediet van 38,0 miljoen frank goedgekeurd in de begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken voor het jaar 1988 op het artikel 12.25, is er nog een aanvulling van 68,9 miljoen frank noodzakelijk om de uitgaven ten bedrage van 87,9 miljoen frank mogelijk te maken voor de hiervoren bedoelde verkiezingen.

Derhalve dienen in de in § 1 vermelde tabel de niet-gesplitste kredieten te worden verhoogd met 68,9 miljoen F. Dit brengt de lopende uitgaven op 345 038 848 F (in plaats van 344 969 948 F) en het totaal op 371 401 840 F (in plaats van 371 332 940 F).

Als gevolg van deze wijziging dient *de Regering een amendement n° 2 in*, ertoe strekkend in de wetstabel volgende aanpassingen aan te brengen : in titel I

21 490 958 F inscrit en faveur du Ministère de l'Intérieur est porté à 21 559 858 F (augmentation de 68,9 millions de F) et le total est porté de 344 969 948 F à 345 038 848 F (augmentation de 68,9 millions de francs).

M. de Donnée s'étonne que le Gouvernement n'ait pas tenu compte de l'organisation d'élections européennes en juin 1989.

Le Ministre des Finances explique qu'en vertu de la loi du 31 décembre 1986 portant réglementation des crédits provisoires (*Moniteur belge* du 12 février 1987), les crédits provisoires sont toujours calculés « sur base des allocations correspondantes du budget de l'année précédente ».

Or, il n'y a pas eu d'élections européennes en 1988. Cet amendement ne résulte donc pas d'un oubli, mais s'explique par des impératifs de technique budgétaire.

*
* *

L'amendement n° 3 de MM. Kubla et de Donnée est rejeté par 13 voix contre 4.

L'amendement n° 6, en ordre subsidiaire, de MM. de Donnée et Daems est rejeté par 13 voix contre 4.

L'amendement n° 4 de MM. De Vlieghe et Daems est rejeté par 13 voix contre 4.

Les amendements n°s 1 et 2 du Gouvernement sont adoptés par 13 voix contre 4.

L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté par 13 voix contre 4.

Art. 2

L'amendement n° 5 de MM. De Vlieghe et Daems tend à réduire au tiers toutes les autorisations d'engagement relatives au titre IV.

Pour la justification de cet amendement, on se reportera à l'amendement n° 4.

Cet amendement est rejeté par 13 voix contre 4.

L'article 2 est adopté, sans modification, par 13 voix contre 4.

Art. 3 à 10

Ces articles ne donnent lieu à aucune discussion et sont adoptés, sans modification, par 13 voix contre 4.

Art. 11

Au Titre II, Partie II, Section 40, il y a lieu de lire « Art. 61.86 » au lieu d'« Art. 61.68 ».

wordt voor het Ministerie van Binnenlandse Zaken het krediet van 21 490 958 F verhoogd tot 21 559 858 F (vermeerdering met 68,9 miljoen F) en wordt het totaal verhoogd van 344 969 948 F tot 345 038 848 F (vermeerdering met 68,9 miljoen F).

De heer de Donnée verbaast er zich over dat de Regering nog geen rekening had gehouden met het feit dat er in juni 1989 Europese verkiezingen worden georganiseerd.

De Minister van Financiën legt uit dat krachtens de wet van 31 december 1986 tot regeling van voorlopige kredieten (*Belgisch Staatsblad* van 12 februari 1987) de voorlopige kredieten steeds berekend worden « op grond van de overeenkomstige tijdens het voorgaande begrotingsjaar toegekende bedragen ».

In 1988 waren er geen Europese verkiezingen. Dit amendement berust bijgevolg niet op een vergetelheid maar kan door begrotingstechnische redenen worden verklaard.

*
* *

Het amendement n° 3 van de heren Kubla en de Donnée wordt verworpen met 13 tegen 4 stemmen.

Het amendement n° 6 in bijkomende orde van de heren de Donnée en Daems wordt verworpen met 13 tegen 4 stemmen.

Het amendement n° 4 van de heren De Vlieghe en Daems wordt verworpen met 13 tegen 4 stemmen.

De amendementen n°s 1 en 2 van de Regering worden aangenomen met 13 tegen 4 stemmen.

Het aldus gewijzigde artikel 1 wordt aangenomen met 13 tegen 4 stemmen.

Art. 2

Het amendement n° 5 van de heren De Vlieghe en Daems strekt ertoe alle vastleggingsmachtigingen met betrekking tot titel IV te delen door 3.

Voor de verantwoording kan worden verwezen naar het amendement n° 4.

Dit amendement wordt verworpen met 13 tegen 4 stemmen.

Artikel 2 wordt ongewijzigd aangenomen met 13 tegen 4 stemmen.

Art. 3 tot en met 10

Deze artikelen geven geen aanleiding tot bespreking en worden ongewijzigd aangenomen met 13 tegen 4 stemmen.

Art. 11

In Titel II, Deel II, Sectie 40 moet artikel 61.68 gelezen worden als artikel 61.86.

L'article, ainsi modifié, est adopté par 13 voix contre 4.

Art. 12

L'article 12 est adopté par 13 voix contre 4.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 13 voix contre 4.

Le Rapporteur,

A. DUROI-VANHELMONT

Le Président,

J. MICHEL

Het aldus gewijzigde artikel wordt aangenomen met 13 tegen 4 stemmen.

Art. 12

Artikel 12 wordt aangenomen met 13 tegen 4 stemmen.

Het gehele ontwerp wordt aangenomen met 13 tegen 4 stemmen.

De Rapporteur,

A. DUROI-VANHELMONT

De Voorzitter,

J. MICHEL

I. — ARTICLE MODIFIÉ PAR LA COMMISSION

Article 1^{er}

§ 1^{er}. Des crédits provisoires à valoir sur les budgets pour l'année 1989 sont ouverts pour les mois d'avril, mai et juin, comme indiqué au tableau ci-dessous :

(En milliers de francs)

	Crédits non dissociés — <i>Niet-gesplitste kredieten</i>	Crédits dissociés — <i>Gesplitste kredieten</i>		
		Crédits d'engagement — <i>Vastleggings-kredieten</i>	Crédits d'ordonnancement — <i>Ordonnancerings-kredieten</i>	
TITRE I Dépenses courantes	345 038 848	9 543 300	5 042 200	TITEL I Lopende uitgaven
TITRE II Dépenses de capital	26 212 992	13 321 483	14 574 025	TITEL II Kapitaaluitgaven
TITRE III Amortissement de la Dette publique	150 000	—	—	TITEL III Aflossing van de Overheidsschuld
Totaux	371 401 840	22 864 783	19 616 225	Totalen

Ces crédits sont énumérés aux Titres I, II et III du tableau annexé à la présente loi.

§ 2. Pour l'application de la présente loi et en ce qui concerne les budgets non encore votés de 1988, les crédits initiaux par article, dont question à l'article 1^{er}, § 2, de la loi du 31 décembre 1986 portant réglementation des crédits provisoires, sont ceux inscrits dans les projets de budgets, éventuellement amendés pour l'année 1988.

§ 3. Pour l'application de la présente loi et en ce qui concerne les crédits des cabinets ministériels issus de la nouvelle structure gouvernementale du 9 mai 1988, les crédits initiaux par article dont question à l'article 1^{er}, § 2, de la loi du 31 décembre 1986 sont ceux inscrits dans les projets de budgets de 1989 à déposer.

§ 4. Pour l'application de la présente loi, les dépenses destinées à l'aménagement de la salle informatique des services de la police judiciaire, peuvent être imputées sur l'article 12.07 de la section 58 du budget 1989 du Ministère de la Justice à concurrence d'un montant de 15,5 millions.

§ 5. Pour l'application de la présente loi les dépenses relatives à l'organisation des élections du Parlement européen, du Conseil de la Région de Bruxelles capitale et d'éventuelles élections communales extraordinaires peuvent être imputées sur l'article 12.25 de la

I. — ARTIKEL GEWIJZIGD DOOR DE COMMISSIE

Artikel 1

§ 1. Voorlopige kredieten, welke in mindering komen van de begrotingen voor het begrotingsjaar 1989, worden geopend voor de maanden april, mei en juni, zoals vermeld in de hieronderstaande tabel :

(In duizendtallen frank)

Die kredieten worden opgesomd onder de Titels I, II en III van de bij deze wet gevoegde tabel.

§ 2. Wat betreft de nog niet goedgekeurde begrotingen voor het jaar 1988, zijn de bij het artikel 1, § 2, van de wet van 31 januari 1986 tot regeling van de voorlopige kredieten bedoelde initiële kredieten per artikel, voor de toepassing van de onderhavige wet, deze die zijn ingeschreven in de begrotingsontwerpen voor het jaar 1988, zoals ze eventueel werden geamendeerd.

§ 3. Voor de toepassing van de onderhavige wet, en wat betreft de kredieten van de ministeriële kabinetten voortvloeiend uit de nieuwe regeringsstructuur van 9 mei 1988, zijn de oorspronkelijke kredieten per artikel, waarvan sprake in artikel 1, § 2, van de wet van 31 december 1986 die welke in de in te dienen begrotingsontwerpen 1989 zijn ingeschreven.

§ 4. Voor de toepassing van deze wet mogen de uitgaven, bestemd voor de inrichting van de informaticazaal van de diensten van de gerechtelijke politie, worden aangerekend op artikel 12.07 van sectie 58 van de begroting 1989 van het Ministerie van Justitie ten belope van een bedrag van 15,5 miljoen.

§ 5. Voor de toepassing van deze wet mogen de uitgaven, in verband met de organisatie van de verkiezingen van het Europees Parlement, van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en van mogelijke herverkiezingen van gemeenteraden, worden aangerekend op ar-

section 51, du budget 1989 du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique à concurrence d'un montant de 87,9 millions.

II. — AMENDEMENT AU TABLEAU ADOPTÉ PAR LA COMMISSION

TITRE I — Dépenses courantes (page 19) :

1) Dans la colonne « Crédits non dissociés » en regard de la rubrique « Ministère de l'Intérieur » le montant de « 21 490 958 » est remplacé par « 21 559 958 »;

2) Dans la colonne « Crédits non dissociés » en regard de la rubrique « Total Titre I - Dépenses courantes » le montant de « 344 969 948 » est remplacé par « 345 038 848 ».

III. — ERRATA AU PROJET DE LOI

Art. 11

In fine de cet article, lire « *Article 61.86* » au lieu de « *Article 61.68* ».

tikel 12.25 van sectie 51 van de begroting 1989 van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt ten belope van 87,9 miljoen.

II. — DOOR DE COMMISSIE AANGENOMEN AMENDEMENT OP DE TABEL

TITEL I — Lopende uitgaven (blz. 19) :

1) In de kolom « Niet-gesplitste kredieten » tegenover de rubriek « Ministerie van Binnenlandse Zaken » wordt het bedrag van « 21 490 958 » vervangen door « 21 559 958 »;

2) In de kolom « Niet-gesplitste kredieten » tegenover de rubriek « Totaal Titel I - Lopende uitgaven » wordt het bedrag van « 344 969 948 » vervangen door « 345 038 848 ».

III. — ERRATUM OP HET WETSONTWERP

Art. 11

In fine van dit artikel leze men « *Artikel 61.86* » in plaats van « *Artikel 61.68* ».

ANNEXE I

ELABORATION DU BUDGET DE L'ANNEE 1989
ETAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX BUDGETAIRES
(PHASE PARLEMENTAIRE) — SITUATION AU 07.03.89

OPMAAK VAN DE BEGROTING VOOR HET JAAR 1989
TOESTAND VAN DE BEGROTINGSWERKZAAMHEDEN
(PARLEMENTAIRE FAZE) — TOESTAND OP 07.03.89

BIJLAGE I

BUDGETS — BEGROTINGEN	CHAMBRE KAMER (1) — SENAT SENAAT (2)	Projet de loi — Wetsontwerp	Amendement — Amendement	Rapport — Verslag	Vote 1 ^{re} Chambre — Stemming 1 ^{re} Kamer	Vote 2 ^{de} Chambre — Stemming 2 ^{de} Kamer	Loi budgétaire — Begrotingswet	Publication au M.B. — Publikatie in B.S.
1. Voies et Moyens. — <i>Rijksmiddelen</i>	(1)	30.09.88	—	09.11.88	18.11.88	22.12.88	29.12.88	05.01.89
2. Dette publique. — <i>Rijksschuld</i>	(1)	30.09.88	26.10.88	09.11.88	18.11.88	22.12.88	29.12.88	06.01.89
4bis. Dotations aux Communautés et Régions. — <i>Dotaties aan de Gemeenschappen en Gewesten</i>	(2)							
25. Région bruxelloise. — <i>Brusselse Gewest</i>	(1)							
Cellule autorité : — <i>Cel autoriteit</i> :								
4. Dotations. — <i>Dotaties</i>	(2)							
5. Premier Ministre. — <i>Eerste Minister</i>	(2)							
6. Justice. — <i>Justitie</i>	(2)							
7. Intérieur. — <i>Binnenlandse Zaken</i>	(2)							
8. Affaires étrangères. — <i>Buitenlandse Zaken</i>	(1)							
Commerce extérieur. — <i>Buitenlandse Handel</i>								
Coopération au Développement. — <i>Ontwikkelingssamenwerking</i>	(1)							
9. Défense nationale. — <i>Landsverdediging</i>	(2)							
10. Gendarmerie. — <i>Rijkswacht</i>	(2)							
22. Finances. — <i>Financiën</i>	(1)							
Cellule économique : — <i>Economische cel</i> :								
11. Agriculture. — <i>Landbouw</i>	(1)							
12. Affaires économiques. — <i>Economische Zaken</i>	(2)							
14. Communications. — <i>Verkeerswezen</i>	(2)							
15. PTT. — <i>PTT</i>	(2)							
16. Travaux publics. — <i>Openbare werken</i>	(1)							
Cellule sociale : — <i>Sociale cel</i> :								
3. Pensions. — <i>Pensioenen</i>	(1)							
13. Classes moyennes. — <i>Middenstand</i>	(1)							
17. Emploi et Travail. — <i>Tewerkstelling en arbeid</i>	(1)							
18. Prévoyance sociale. — <i>Sociale Voorzorg</i>	(2)							
21. Santé publique. — <i>Volksgezondheid</i>	(2)							
Cellule éducation nationale : — <i>Cel nationale opvoeding</i> :								
19.a. Education nationale F	(1)							
19.b. <i>Onderwijs N</i>	(1)							
19.c. Education nationale N + F. — <i>Onderwijs N + F</i>	(1)							
20. Affaires culturelles communes. — <i>Gemeenschappelijke Culturele Zaken</i>	(2)							

| | |

ELABORATION DU BUDGET DE L'ANNEE 1989
ETAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX BUDGETAIRES (PHASE
« CONFECTION DES DOCUMENTS ») — SITUATION AU 07.03.89

OPMAAK VAN DE BEGROTING VOOR HET JAAR 1989
TOESTAND VAN DE BEGROTINGSWERKZAAMHEDEN (FAZE
« OPSTELLEN DER DOCUMENTEN ») — TOESTAND OP 07.03.89

BUDGETS — BEGROTINGEN	CHAMBRE KAMER (1) — SENAT SENAAT (2)	Reçu projet définitif — Ontvangen definitief ontwerp	A l'imprimerie — Naar drukker	Reçu épreuves — Ontvangen drukproeven	Note ABCD de finalisation — Finalisatienota ABCD	Décision Min. Bud. — Beslissing Min. Begroting	Confrontation avec dpt. — Confrontatie met Dpt.	Bon à tirer — Persklaar
1. Voies et Moyens. — <i>Rijksmiddelen</i>	(1)	23.09.88	06-26.09.88	22-29.09.88	—	—	—	30.09.88
2. Dette publique. — <i>Rijksschuld</i>	(1)	26.09.88	21.09.88	26.09.88	—	—	17.10.88	17.10.88
4bis. Dotations aux Communautés et Régions. — <i>Dotaties aan de Gemeenschappen en Gewesten</i>	(2)							
25. Région bruxelloise. — <i>Brusselse Gewest</i>	(1)							
Cellule autorité : — <i>Cel autoriteit</i> :								
4. Dotations. — <i>Dotaties</i>	(2)	13.01.89 (3)	26.01.89	14.02.89	27.01.89			
5. Premier Ministre. — <i>Eerste Minister</i>	(2)	10.02.89	28.02.89					
6. Justice. — <i>Justitie</i>	(2)	23.02.89						
7. Intérieur. — <i>Binnenlandse Zaken</i>	(2)	24.11.88	06.02.89		24.02.89			
8. Affaires étrangères. — <i>Buitenlandse Zaken</i>	(1)	01.12.88	17.01.89	06.02.89	09.02.89			
Commerce extérieur. — <i>Buitenlandse Handel</i>								
Coopération au Développement. — <i>Ontwikkelingssamenwerking</i>	(1)	04.11.88	17.01.89	06.02.89	09.02.89		17.02.89	
9. Défense nationale. — <i>Landsverdediging</i>	(2)	16.02.89						
10. Gendarmerie. — <i>Rijkswacht</i>	(2)	17.01.89	03.02.89		09.02.89			
22. Finances. — <i>Financiën</i>	(1)	27.02.89						
Cellule économique : — <i>Economische cel</i> :								
11. Agriculture. — <i>Landbouw</i>	(1)	10.01.89	23.01.89	09.02.89	16.02.89		23.02.89	
12. Affaires économiques. — <i>Economische Zaken</i>	(2)	28.11.88	20.01.89	13-14.02.89				
14. Communications. — <i>Verkeerswezen</i>	(2)	21.11.88	07.02.89	03.03.89				
15. PTT. — <i>PTT</i>	(2)	20.01.89	26.01.89					
16. Travaux publics. — <i>Openbare werken</i>	(1)	03.02.89 (4)						
Cellule sociale : — <i>Sociale cel</i> :								
3. Pensions. — <i>Pensioenen</i>	(1)	08.12.88	23.12.88	20.01.89	24.01.89	17.02.89		
13. Classes moyennes. — <i>Middenstand</i>	(1)	07.11.88	13.12.88	12.01.89	27.01.89	02.03.89		
17. Emploi et Travail. — <i>Tewerkstelling en arbeid</i>	(1)	16.11.88	20.02.89					
18. Prévoyance sociale. — <i>Sociale Voorzorg</i>	(2)	26.10.88	13.02.89					
21. Santé publique. — <i>Volksgezondheid</i>	(2)	20.12.88 (5)						
Cellule éducation nationale : — <i>Cel nationale opvoeding</i> :								
19.a. Education nationale F	(1)							
19.b. <i>Onderwijs N</i>	(1)							
19.c. Education nationale N + F. — <i>Onderwijs N + F</i>	(1)							
20. Affaires culturelles communes. — <i>Gemeenschappelijke Culturele Zaken</i>	(2)							

(3) Dernières propositions (Chambre des Représentants). — *Laatste voorstellen (Kamer van Volksvertegenwoordigers)*.

(4) Uniquement texte de la loi et tableau de la loi. — *Enkel wettekst en wetstabel*.

(5) Uniquement tableau de la loi Titre I et II. — *Enkel wetstabellen Titel I en II*.

ELABORATION DU FEUILLETON D'AJUSTEMENT DU BUDGET DE L'ANNEE 1988
ETAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX BUDGETAIRES
(PHASE PARLEMENTAIRE) — SITUATION AU 07.03.89

OPMAAK VAN HET BIJBLAD BIJ DE BEGROTING VOOR HET JAAR 1988
TOESTAND VAN DE BEGROTINGSWERKZAAMHEDEN
(PARLEMENTAIRE FAZE) — TOESTAND OP 07.03.89

BUDGETS — BEGROTINGEN	CHAMBRE KAMER (1) — SENAT SENAAT (2)	Projet de loi — Wetsontwerp	Amendement — Amendement	Rapport — Verslag	Vote 1 ^e Chambre — Stemming 1 ^e Kamer	Vote 2 ^e Chambre — Stemming 2 ^e Kamer	Loi budgétaire — Begrotingswet	Publication au M.B. — Publikatie in B.S.
1. Voies et Moyens. — <i>Rijksmiddelen</i>	(1)	—	—	—	—	—	—	—
2. Dette publique. — <i>Rijkschuld</i>	(1)							
4bis. Dotations aux Communautés et Régions. — <i>Dotaties aan de Gemeenschappen en Gewesten</i>	(2)							
25. Région bruxelloise. — <i>Brusselse Gewest</i>	(1)							
Cellule autorité : — <i>Cel autoriteit</i> :								
4. Dotations. — <i>Dotaties</i>	(2)							
5. Premier Ministre. — <i>Eerste Minister</i>	(2)	26.01.89						
6. Justice. — <i>Justitie</i>	(2)							
7. Intérieur. — <i>Binnenlandse Zaken</i>	(2)	02.02.89						
8. Affaires étrangères. — <i>Buitenlandse Zaken</i>	(1)							
Commerce extérieur. — <i>Buitenlandse Handel</i>								
Coopération au Développement. — <i>Ontwikkelingssamenwerking</i>	(1)							
9. Défense nationale. — <i>Landsverdediging</i>	(2)	01.03.89						
10. Gendarmerie. — <i>Rijkswacht</i>	(2)	01.03.89						
22. Finances. — <i>Financiën</i>	(1)							
Cellule économique : — <i>Economische cel</i> :								
11. Agriculture. — <i>Landbouw</i>	(1)							
12. Affaires économiques. — <i>Economische Zaken</i>	(2)	19.01.89	—					
14. Communications. — <i>Verkeerswezen</i>	(2)							
15. PTT. — <i>PTT</i>	(2)	01.03.89	—					
16. Travaux publics. — <i>Openbare werken</i>	(1)							
Cellule sociale : — <i>Sociale cel</i> :								
3. Pensions. — <i>Pensioenen</i>	(1)							
13. Classes moyennes. — <i>Middenstand</i>	(1)							
17. Emploi et Travail. — <i>Tewerkstelling en arbeid</i>	(1)							
18. Prévoyance sociale. — <i>Sociale Voorzorg</i>	(2)							
21. Santé publique. — <i>Volksgezondheid</i>	(2)							
Cellule éducation nationale : — <i>Cel nationale opvoeding</i> :								
19.a. Education nationale F	(1)							
19.b. <i>Onderwijs N</i>	(1)							
19.c. Education nationale N + F. — <i>Onderwijs N + F</i>	(1)							
20. Affaires culturelles communes. — <i>Gemeenschappelijke Culturele Zaken</i>	(2)							

ELABORATION DU FEUILLETON D'AJUSTEMENT DU BUDGET DE L'ANNEE 1988
ETAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX BUDGETAIRES
(PHASE PARLEMENTAIRE) — SITUATION AU 07.03.89

OPMAAK VAN HET BIJBLAD BIJ DE BEGROTING VOOR HET JAAR 1988
TOESTAND VAN DE BEGROTINGSWERKZAAMHEDEN
(PARLEMENTAIRE FAZE) — TOESTAND OP 07.03.89

BUDGETS — BEGROTINGEN	CHAMBRE KAMER (1) — SENAT SENAAT (2)	Reçu projet définitif — Ontvangen definitief ontwerp	A l'imprimerie — Naar drukker	Reçu épreuves — Ontvangen drukproeven	Note ABCD de finalisation — Finalisatie nota ABCD	Décision Min. Bud. — Beslissing Min. Begroting	Confrontation avec dpt. — Confrontatie met Dpt.	Bon à tirer — Persklaar
1. Voies et Moyens. — <i>Rijksmiddelen</i>	(1)	—	—	—	—	—	—	—
2. Dette publique. — <i>Rijksschuld</i>	(1)	21.11.88	21.12.88	06.01.89	—	—	18.01.89	20.01.89
4bis. Dotations aux Communautés et Régions. — <i>Dotaties aan de Gemeenschappen en Gewesten</i>	(2)	—	—	—	—	—	—	—
25. Région bruxelloise. — <i>Brusselse Gewest</i>	(1)	—	—	—	—	—	—	—
Cellule autorité : — <i>Cel autoriteit</i> :								
4. Dotations. — <i>Dotaties</i>	(2)	—	—	—	—	—	—	—
5. Premier Ministre. — <i>Eerste Minister</i>	(2)	07.12.88	20.12.88	16.01.88	15.12.88	—	20.01.89	24.01.89
6. Justice. — <i>Justitie</i>	(2)	—	—	—	—	—	—	—
7. Intérieur. — <i>Binnenlandse Zaken</i>	(2)	23.11.88	12.12.88	30.12.88	02.12.88	14.12.88	24.01.89	30.01.89
8. Affaires étrangères. — <i>Buitenlandse Zaken</i>	(1)	28.10.88	14.12.88	30.12.88	25.11.88	—	11.01.89	16.01.89
Commerce extérieur. — <i>Buitenlandse Handel</i>	—	—	—	—	—	—	—	—
Coopération au Développement. — <i>Ontwikkelingssamenwerking</i>	(1)	04.11.88	14.12.88	30.12.88	25.11.88	—	11.01.89	16.01.89
9. Défense nationale. — <i>Landsverdediging</i>	(2)	30.11.88	10.12.88	01.02.89	09.12.88	13.12.88	21.02.89	24.02.89
10. Gendarmerie. — <i>Rijkswacht</i>	(2)	28.11.88	12.12.88	09.02.89	07.12.88	14.12.88	21.02.89	24.02.89
22. Finances. — <i>Financiën</i>	(1)	27.02.89	—	—	—	—	—	—
Cellule économique : — <i>Economische cel</i> :								
11. Agriculture. — <i>Landbouw</i>	(1)	18.11.88	21.11.88	05.12.88	01.12.88	07.12.88	23.12.88	10.01.89
12. Affaires économiques. — <i>Economische Zaken</i>	(2)	09.12.88	12.12.88	13.01.89	15.12.88	05.01.89	17.01.89	18.01.89
14. Communications. — <i>Verkeerswezen</i>	(2)	06.12.88	20.12.88	16.01.89	22.12.88	09.01.89	—	—
15. PTT. — <i>PTT</i>	(2)	20.01.89	23.01.89	16.02.89	—	—	23.02.89	23.02.89
16. Travaux publics. — <i>Openbare werken</i>	(1)	30.11.88	20.12.88	30.12.88	12.12.88	23.12.88	19.01.89	20.01.89
Cellule sociale : — <i>Sociale cel</i> :								
3. Pensions. — <i>Pensioenen</i>	(1)	23.12.88	30.01.89	06.02.89	27.01.89	—	—	—
13. Classes moyennes. — <i>Middenstand</i>	(1)	17.11.88	25.11.88	05.12.88	29.11.88/19.01.89	21.12.88/02.03.89	—	—
17. Emploi et Travail. — <i>Tewerkstelling en arbeid</i>	(1)	16.11.88	—	—	13.12.88	21.12.88	—	—
18. Prévoyance sociale. — <i>Sociale Voorzorg</i>	(2)	05.12.88	—	—	—	—	—	—
21. Santé publique. — <i>Volksgezondheid</i>	(2)	15.02.89 (7)	22.02.89	03.03.89	23.12.88	23.12.88	—	—
Cellule éducation nationale : — <i>Cel nationale opvoeding</i> :								
19.a. Education nationale F	(1)	12.12.88	15.02.89	20.02.89	20.12.88	—	24.02.89	24.02.89
19.b. <i>Onderwijs N</i>	(1)	17.02.89	21.02.89	—	—	—	—	—
19.c. Education nationale N + F. — <i>Onderwijs N + F</i>	(1)	12.12.88 (6)	13.02.89	16.02.89	—	—	23.02.89	23.02.89
20. Affaires culturelles communes. — <i>Gemeenschappelijke Culturele Zaken</i> .	(2)	07.02.89	09.02.89	—	16.02.89	—	—	—

(6) Partim : section/sectie 52.

(7) Un exemplaire officieux/Eén exemplaar officieus.

ELABORATION DU BUDGET DE L'ANNEE 1988
ETAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX BUDGETAIRES
(PHASE PARLEMENTAIRE) — SITUATION AU 07.03.89

OPMAAK VAN DE BEGROTING VOOR HET JAAR 1988
TOESTAND VAN DE BEGROTINGSWERKZAAMHEDEN
(PARLEMENTAIRE FAZE) — TOESTAND OP 07.03.89

BUDGETS — BEGROTINGEN	CHAMBRE KAMER (1) — SENAT SENAAT (2)	Projet de loi — Wetsontwerp	Amendement — Amendement	Rapport — Verslag	Vote 1 ^{re} Chambre — Stemming 1 ^{re} Kamer	Vote 2 ^{de} Chambre — Stemming 2 ^{de} Kamer	Loi budgétaire — Begrotingswet	Publication au M.B. — Publikatie in B.S.
1. Voies et Moyens. — <i>Rijksmiddelen</i>	(1)	08.10.87	22.06.88 (1)	30.06.88 (1)	06.07.88	14.07.88	25.07.88	17.08.88
2. Dette publique. — <i>Rijkschuld</i>	(1)	13.10.87	—	07.07.88 (2)	06.07.88	14.07.88	25.07.88	18.08.88
4bis. Dotations aux Communautés et Régions. — <i>Dotaties aan de Gemeenschappen en Gewesten</i>	(1)	06.07.88	—	—	20.12.88	02.02.89	09.02.89	25.02.89
25. Région bruxelloise. — <i>Brusselse Gewest</i>	(2)	19.12.88	—	—	—	—	—	—
Cellule autorité : — <i>Cel autoriteit</i> :								
4. Dotations. — <i>Dotaties</i>	(1)	04.08.88	—	07.12.88	02.02.89	23.02.89	—	—
5. Premier Ministre. — <i>Eerste Minister</i>	(1)	07.09.88	07.11.88	13-16.12.88	20.12.88	02.02.89	21.02.89	03.03.89
6. Justice. — <i>Justitie</i>	(1)	07.09.88	—	25.11.88	01.12.88	08.12.88	23.12.88	25.01.89
7. Intérieur. — <i>Binnenlandse Zaken</i>	(1)	10.08.88	24.10.88	10.11.88	18.11.88	01.12.88	20.12.88	06.01.89
8. Affaires étrangères. — <i>Buitenlandse Zaken</i>	(2)	30.06.88	24.10.88	01.02.89	—	—	—	—
Commerce extérieur. — <i>Buitenlandse Handel</i>	—	—	—	—	—	—	—	—
Coopération au Développement. — <i>Ontwikkelingssamenwerking</i>	(2)	30.06.88	17.10.88	—	—	—	—	—
9. Défense nationale. — <i>Landsverdediging</i>	(1)	24.08.88	18.10.88	10.11.88	01.12.88	08.12.88	29.12.88	19.01.89
10. Gendarmerie. — <i>Rijkswacht</i>	(1)	14.10.88	—	25.11.88	01.12.88	08.12.88	29.12.88	20.01.89
22. Finances. — <i>Financiën</i>	(2)	14.06.88	24.10.88 (3)	10.11.88	17.11.88	20.12.88	—	—
Cellule économique : — <i>Economische cel</i> :								
11. Agriculture. — <i>Landbouw</i>	(2)	22.06.88	25.07.88 (4)	19.01.89	23.02.89	—	—	—
12. Affaires économiques. — <i>Economische Zaken</i>	(1)	22.07.88	05.10.88	21.10.88	26.10.88	17.11.88	12.12.88	28.12.88
14. Communications. — <i>Verkeerswezen</i>	(1)	19.10.88	25.11.88 (7)	16.12.88	20.12.88	02.02.89	—	—
15. PTT. — <i>PTT</i>	(1)	24.10.88	—	06.12.88	09.12.88	02.02.89	—	—
16. Travaux publics. — <i>Openbare werken</i>	(2)	18.11.88	29.11.88	25.01.89	02.02.89	02.03.89	—	—
Cellule sociale : — <i>Sociale cel</i> :								
3. Pensions. — <i>Pensioenen</i>	(2)	09.06.88	—	10.11.88	17.11.88	20.12.88	29.12.88	01.02.89
13. Classes moyennes. — <i>Middenstand</i>	(2)	09.06.88	—	01.12.88	08.12.88	21.12.88	29.12.88	—
17. Emploi et Travail. — <i>Tewerkstelling en arbeid</i>	(2)	06.10.88	29.11.88	29.11.88	08.12.88	21.12.88	29.12.88	24.01.89
18. Prévoyance sociale. — <i>Sociale Voorzorg</i>	(1)	02.08.88	16.11.88 (6)	30.11.88	09.12.88	02.02.89	—	—
21. Santé publique. — <i>Volksgezondheid</i>	(1)	14.09.88	10.11.88 (5)	29.11.88	09.12.88	02.02.89	—	—
Cellule éducation nationale : — <i>Cel nationale opvoeding</i> :								
19.a. Education nationale F	(2)	15.07.88	10.11.88	10.11.88	17.11.88	20.12.88	29.12.88	11.02.89
19.b. Onderwijs N	(2)	15.07.88	10.11.88	10.11.88	17.11.88	20.12.88	—	—
19.c. Education nationale N + F. — <i>Onderwijs N + F</i>	(2)	12.08.88	—	10.11.88	17.11.88	20.12.88	—	—
20. Affaires culturelles communes. — <i>Gemeenschappelijke Culturele Zaken</i>	(1)	09.11.88	28.11.88	—	20.12.88	02.02.89	—	—

(3) Deuxième/Tweede amendement : 31.10.88.

(4) Deuxième/Tweede amendement : 30.09.88; Troisième/Derde amendement : 24.10.88; Quatrième/Vierde amendement : 28.11.88.

(5) Deuxième/Tweede amendement : 29.11.88.

(6) Deuxième/Tweede amendement : 30.11.88.

(7) Deuxième/Tweede amendement : 16.12.88.

ANNEXE II

PREVISIONS EN CE QUI CONCERNE LE DEPOT DES DOCUMENTS BONS A TIRER

A. Budget 1989

1. Dotations aux Communautés et aux Régions : est entièrement régionalisé et communautarisé.
2. Région bruxelloise : ce budget est établi et délivré comme bon à tirer par le Ministère de la Région bruxelloise.
3. Dotations : fin mars 1989.
4. Premier Ministre : mi-avril 1989.
5. Justice : fin mars 1989.
6. Intérieur : mi-avril 1989.
7. Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement : fin mars 1989.
8. Défense nationale : mi-avril 1989.
9. Gendarmerie : mi-avril 1989.
10. Finances : fin avril 1989.
11. Agriculture : fin mars 1989.
12. Affaires économiques : mi-avril 1989.
13. Communications : 28 mars 1989.
14. PTT : mi-avril 1989.
15. Travaux publics : début mai 1989.
16. Pensions : fin mars 1989.
17. Classes moyennes : 20 mars 1989.
18. Emploi et Travail : mi-avril 1989.
19. Prévoyance sociale : fin mars 1989.
20. Santé publique : fin avril 1989.
21. Education nationale F : est entièrement communautarisée.
22. Education nationale N : est entièrement communautarisée.
23. Education nationale F + N : fin avril 1989.
24. Affaires culturelles communes : fin avril 1989.

B. Feuilleton d'ajustement 1988

1. Région bruxelloise : ce feuilleton est établi et délivré comme bon à tirer par le Ministère de la Région bruxelloise.
2. Justice : fin avril 1989.
3. Finances : mi-avril 1989.
4. Communications : 20 mars 1989.
5. Pensions : fin mars 1989.
6. Classes moyennes : fin mars 1989.
7. Emploi et Travail : mi-avril 1989.
8. Prévoyance sociale : fin avril 1989.
9. Santé publique : fin mars 1989.
10. Education nationale N : début avril 1989.

BIJLAGE II

VOORUITZICHTEN VOOR DE AFLEVERING VAN DE PERSKLARE DOCUMENTEN

A. Begroting 1989

1. Dotaties aan de Gemeenschappen en Gewesten : wordt volledig geregionaliseerd en gecommunautariseerd.
2. Brussels Gewest : deze begroting wordt opgemaakt en persklaar afgeleverd door het Ministerie van het Brussels Gewest.
3. Dotatiën : einde maart 1989.
4. Eerste Minister : half april 1989.
5. Justitie : einde maart 1989.
6. Binnenlandse Zaken : half april 1989.
7. Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking : einde maart 1989.
8. Landsverdediging : half april 1989.
9. Rijkswacht : half april 1989.
10. Financiën : einde april 1989.
11. Landbouw : einde maart 1989.
12. Economische Zaken : half april 1989.
13. Verkeerswezen : 28 maart 1989.
14. PTT : half april 1989.
15. Openbare Werken : begin mei 1989.
16. Pensioenen : einde maart 1989.
17. Middenstand : 20 maart 1989.
18. Tewerkstelling en Arbeid : half april 1989.
19. Sociale Voorzorg : einde maart 1989.
20. Volksgezondheid : einde april 1989.
21. Onderwijs F : wordt volledig gecommunautariseerd.
22. Onderwijs N : wordt volledig gecommunautariseerd.
23. Onderwijs N + F : einde april 1989.
24. Gemeenschappelijke Culturele Zaken : einde april 1989.

B. Aanpassingsblad 1988

1. Brussels Gewest : dit aanpassingsblad wordt opgemaakt en persklaar afgeleverd door het Ministerie van het Brussels Gewest.
2. Justitie : einde april 1989.
3. Financiën : half april 1989.
4. Verkeerswezen : 20 maart 1989.
5. Pensioenen : einde maart 1989.
6. Middenstand : einde maart 1989.
7. Tewerkstelling en Arbeid : half april 1989.
8. Sociale Voorzorg : einde april 1989.
9. Volksgezondheid : einde maart 1989.
10. Onderwijs N : begin april 1989.